

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1408

2 juin 2014

### SOMMAIRE

Bregal-Birchill Investments S.à r.l. ....	67583	M&T's .....	67546
Celsius Investment Funds SICAV .....	67561	Nadir Hi-Tech International Trade S.à r.l. .....	67561
Centre de Télécommunications et Téléin- formatiques Luxembourgeois .....	67561	N & B International S.A. ....	67542
Christine Investissements S.A. ....	67559	OCM Tuna Top Holdings S.à r.l. ....	67562
Climate Change Capital Carbon Fund II S.à r.l. ....	67542	Openwise Immo S.A. ....	67575
C&M Management S.à r.l. ....	67560	Pareti Holdings S.à r.l. ....	67541
CS Rally Sport a.s.b.l. ....	67560	Photo Holding S.à r.l. ....	67574
Dafmex S.à r.l. ....	67542	Pictet Institutional .....	67572
DKV Hauptagentur Altmeyer & Beer S.A. .....	67560	Polyusus Lux III S.à r.l. ....	67547
DSI International S.à.r.l. ....	67559	Pool Top S.A. ....	67582
EF Investments (Luxembourg) S.à r.l. ....	67560	Ralux Construction S.à r.l. ....	67574
High 50 IP S.à r.l. ....	67575	RBS Market Access .....	67584
Hocan (Luxembourg) S.à r.l. ....	67540	Roccia S.A., SPF .....	67582
IDO s.à r.l. ....	67538	Sarasin Fund Management (Luxembourg) S.A. ....	67571
IPK Verwaltungs S.A. ....	67560	Solluxhotel S.A. ....	67544
Keyser Söze S.à r.l. ....	67582	Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxem- bourg) S.A. ....	67544
Lendico Mexico S.C.Sp. ....	67583	Sweetways Sàrl .....	67544
LUXSECURITY Luxembourg S.A. ....	67541	Swiss Asia .....	67545
M. and J. CORPORATION S.A., société de gestion de patrimoine familial .....	67582	Tenzing CFO S.A. ....	67544
Mikro Kapital .....	67543	Tornese S.à r.l. ....	67543
MR & Co Promo Sàrl .....	67540	White Mountains Holdings (Luxembourg) S.à r.l. ....	67543

**IDO s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**  
Siège social: L-1740 Luxembourg, 42-44, rue de Hollerich.  
R.C.S. Luxembourg B 185.692.

## STATUTS

L'an deux mille quatorze, le onze mars.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

### A COMPARU:

Monsieur Laurent MOUSSIÈRE, gérant de société, né à Thiers (France) le 27 août 1962, demeurant à F-92500 Rueil Malmaison, 351, route de l'Empereur.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il entend constituer.

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société prend la dénomination de "IDO s.à r.l."

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 3.** La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger:

- L'achat, la production, le stockage, la distribution, la vente et la location de tous produits médicaux de type prothèses, consommables et équipements chirurgicaux, de diagnostic et de consultation.

- La recherche scientifique, la mise au point, l'expérimentation de produits médicaux, la prise, la concession, l'exploitation et la cession de tous procédés ou brevets concernant son activité.

- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation et généralement l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines se rapportant à l'une des activités mentionnées ci-dessus.

- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social.

- L'activité de conseil en stratégie, le développement de solutions marketing pour les produits de santé ainsi que l'analyse et la mise en place de solutions de mesure d'activité et d'exécution commerciale.

- Et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut effectuer toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites et susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

**Art. 4.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

**Art. 6.** Les parts sociales ne sont cessibles entre vifs à des tiers non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

**Art. 7.** La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

**Art. 8.** En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

**Art. 9.** Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

**Art. 10.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

**Art. 11.** Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

**Art. 12.** Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

**Art. 13.** A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

**Art. 14.** Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

**Art. 15.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 16.** Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

**Art. 17.** Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

**Art. 18.** En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 19.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

### *Souscription et libération*

Toutes les parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Monsieur Laurent MOUSSIÈRE, préqualifié.

Les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

### *Disposition transitoire*

Exceptionnellement le premier exercice prend cours le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

### *Frais*

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille euros (€ 1.000.-).

### *Assemblée générale extraordinaire*

Ensuite, le comparant représentant l'intégralité du capital social, a tenu assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqué et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, il a pris les décisions suivantes:

- 1) Monsieur Laurent MOUSSIÈRE, préqualifié, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.
- 2) La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.
- 3) Le siège social est fixé à L-1740 Luxembourg, 42-44, rue de Hollerich.

Le comparant déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et agir pour son propre compte et certifie que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: MOUSSIÈRE, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 19 mars 2014. Relation: CAP/2014/1042. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): NEU.

Référence de publication: 2014047203/141.

(140053514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.

---

### **Hocan (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 139.606.

Les comptes annuels au 31 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014047193/11.

(140053575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.

---

### **MR & Co Promo Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8057 Bertrange, 17, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 60.165.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014045969/10.

(140052493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Pareti Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 147.453.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014045997/12.

(140052402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**LUXSECURITY Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8287 Kehlen, 41A, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 160.991.

L'an deux mille quatorze, le cinq mars,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "LUXSECURITY LUXEMBOURG S.A." avec siège social à L-6131 Junglinster, 12, rue Nicolas Glesener,

inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 160.991,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Karine REUTER, de résidence à Pétange, en date du 09 mai 2011, publié au Mémorial C numéro 1395 du 28 juin 2011,

et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Calogero SCHIFANO, administrateur de société, demeurant à Kehlen.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Manon HOFFMANN, employée privée, demeurant à Diferdange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Véronique GILSON-BARATON, employée privée, demeurant à Garnich.

Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions détenues par les actionnaires sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, après avoir été signée ne varietur, restera annexée aux présentes.

Monsieur le Président constate, et l'assemblée approuve, que toutes les actions émises de la société sont valablement représentées, ainsi qu'il résulte de la liste de présence sus-mentionnée et que tous les actionnaires présents ou représentés renoncent à toute convocation supplémentaire affirmant avoir connu à l'avance l'ordre du jour de la présente assemblée.

Ceci exposé, Monsieur le Président met au vote la résolution suivante, approuvée à l'unanimité:

Transfert du siège:

Le siège de la société est transféré à L-8287 Kehlen, 41A, Zone Industrielle.

La première phrase de l'article 2 des statuts est donc modifiée comme suit:

«Le siège de la société est établi dans la Commune de Kehlen.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, Monsieur le Président lève la séance à 17.00 heures.

Dont acte, fait et passé à Capellen, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, connus du notaire par nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. SCHIFANO, M. HOFFMANN, V. BARATON, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 6 mars 2014. Relation: CAP/2014/832. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

Le Receveur ff. (signé): M. Entringer.

Pour copie conforme,

Capellen, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014045942/42.

(140052931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Climate Change Capital Carbon Fund II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 117.930.

*Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 20 mars 2014*

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique que:

- Monsieur Andrew Pearson a démissionné de son mandat de gérant de la Société en date du 20 mars 2014;
- Monsieur Ian Temperton, né le 06 novembre 1972 à Rotherham (U.K.) et résidant professionnellement au 3 More London Riverside, SE1 2AQ, London, U.K., est nommé gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.

Référence de publication: 2014047803/16.

(140054059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2014.

---

**N & B International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 54.843.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 31 mars 2014*

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Lux Konzern Sàrl, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Monsieur Peter Van Opstal et de Monsieur Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Monsieur Christian Knauff, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013 qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 31 mars 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014048058/19.

(140054368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2014.

---

**Dafmex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.410.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 178.833.

*Extrait des résolutions des associés de la Société*

Il résulte des décisions des associés de la Société en date du 31 mars 2014, qui ont acceptées:

- la démission de Monsieur Renaud Labye de son poste de gérant catégorie B de la Société avec effet au 28 février 2014;
- la nomination de Mme Pamela Valasuo, née le 26 mai 1975 à Borga Ikk, Finlande, résidant professionnellement à 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg en tant que gérant catégorie B de la Société avec effet au 28 février 2014. Mme Pamela Valasuo est nommée jusqu'à l'assemblée générale qui tiendra en l'année 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014047020/19.

(140053767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.

---

**White Mountains Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 118.444.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2014.

Pour copie conforme  
*Pour la société*  
Maître Carlo WERSANDT  
*Notaire*

Référence de publication: 2014046118/14.

(140053000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Tornese S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 160.781.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2014.

Pour copie conforme  
*Pour la société*  
Maître Carlo WERSANDT  
*Notaire*

Référence de publication: 2014046079/14.

(140053029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Mikro Kapital, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 11-13, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 137.073.

Suite au transfert d'adresse du siège social de Mikro Kapital Sàrl du 89e, Parc d'activités, L-8308 Capellen à la nouvelle adresse suivante au 11-13, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, la Société déclare les modifications suivantes:

*Associés:*

SAKLAKOV Denis en tant qu'Associé > transfert d'adresse professionnelle au 11-13, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

PAROLA Giorgio en tant qu'Associé > transfert d'adresse professionnelle au 11-13, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

*Gérants:*

MARASCO Marianna en tant que Gérant > transfert d'adresse professionnelle au 11-13, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

TRANI Vincenzo en tant que Gérant > transfert d'adresse professionnelle au 11-13, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

PAROLA Giorgio en tant que Gérant > transfert d'adresse professionnelle au 11-13, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

Le 24 mars, 2014.

Board Member  
Vincenzo Trani

*Acting under the Power of Attorney dated 18/03/2014*

Référence de publication: 2014048041/26.

(140054370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2014.

---

**Sweetways Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4131 Esch-sur-Alzette, 36-38, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 182.135.

Les comptes annuels clôturés au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014046070/9.

(140052575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2370 Howald, 2, rue Peternelchen.  
R.C.S. Luxembourg B 22.765.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014046068/9.

(140053046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Solluxhotel S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8010 Strassen, 218, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 71.824.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour SOLLUXHOTEL S.A.*

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014046065/12.

(140053008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Tenzing CFO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 105.150.

Les décisions suivantes ont été prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 20 mars 2014:

- acceptation de la démission de Madame Florence Rao en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 20 mars 2014;

- nomination, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 20 mars 2014, de Monsieur Shehzaad Atchia, né le 22 mai 1982 à Curepipe (île Maurice) et ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2019;

- confirmation que le conseil d'administration de la Société est dorénavant composé des administrateurs suivants:

\* Monsieur Shehzaad Atchia;

\* Monsieur Erik van Os;

\* Monsieur Fabrice Rota.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2014.

*Pour la Société*

Erik van Os

*Administrateur*

Référence de publication: 2014046072/24.

(140053110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---



**Swiss Asia, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8041 Bertrange, 211, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 157.177.

In the year two thousand and fourteen, on the third day of the month of February.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Swiss-Asia Financial Services Pte, Ltd., a limited liability company incorporated under the laws of Singapore, having its registered office at 8, Temasek Boulevard, #43-01 Suntec City Tower Three, Singapore 038988,

being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Swiss Asia, a société à responsabilité limitée having its registered office at 2, Boulevard Konrad Adenauer, L - 1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 157.177 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) (the "Company"), the articles of association of which were last amended by deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, on 8 March 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 21 April 2012 number 1026,

represented by Me Michel Marques Pereira, avocat à la Cour, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy given under private seal on 3 February 2014, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows:

1. The entire issued share capital represented by one thousand two hundred and fifty (1,250) shares is held by the Sole Shareholder.

2. The Sole Shareholder is represented by proxy so that all shares in issue in the Company are represented at this extraordinary decision of the Sole Shareholder and the decision can be validly taken on the item of the following agenda:

*Agenda*

Transfer of the registered office of the Company from 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to 211, rue des Romains, L-8041 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and consequential amendment of the first paragraph of Article 4 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

**" Art. 4. Registered office.** The Company has its registered office in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association."

The above being approved, the following resolution was adopted:

*Sole resolution*

It is resolved to transfer the registered office of the Company from 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to 211, rue des Romains, L-8041 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and subsequently to amend the first paragraph of Article 4 of the articles of association of the Company as stated in the agenda reproduced above, this with effect as from January 1, 2014.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notary deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with us, the notary, the present original deed.

**Traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le troisième jour du mois de février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Swiss-Asia Financial Services Pte, Ltd., une société à responsabilité limitée constituée conformément aux lois de Singapour, ayant son siège social au 8, Temasek Boulevard #43-01 Suntec City Tower Three, 038988 Singapour,

étant l'associé unique (l'«Associé Unique») de Swiss Asia, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.177 et ayant un capital social de douze mille cinq cents

Euros (EUR 12.500,-) (la «Société»), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 8 mars 2012 suivant acte du notaire Maître Gérard Lecuit, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 21 avril 2012 sous le numéro 1026,

représentée par Maître Michel Marques Pereira, avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 3 février 2014, qui sera enregistrée ensemble avec le présent acte.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. La totalité du capital social émis représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales est détenue par l'Associé Unique.

2. L'Associé Unique est représenté en vertu d'une procuration de sorte que toutes les parts sociales émises par la Société sont représentées à cette décision extraordinaire de l'Associé Unique et la décision peut être valablement prise sur le point à l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

Transfert du siège social de la Société du 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 211, rue des Romains, L-8041 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg et modification en conséquence du premier paragraphe de l'Article 4 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4. Siège social.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.»

Ce qui précède ayant été approuvé, la résolution suivante a été adoptée:

#### *Résolution unique*

Il est décidé de transférer le siège social de la Société du 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 211, rue des Romains, L-8041 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg et de modifier en conséquence le premier paragraphe de l'Article 4 des statuts de la Société tel qu'indiqué dans l'ordre du jour ci-dessus, ce avec effet au 1<sup>e</sup> janvier 2014.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, à la suite de quoi le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour indiqué en tête du présent document.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. MARQUES PEREIRA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 février 2014. Relation: LAC/2014/6815. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 mars 2014.

Référence de publication: 2014046051/94.

(140052577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

#### **M&T's, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6131 Junglinster, 7, rue Nicolas Glesener, Langwies 2.

R.C.S. Luxembourg B 170.828.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014046599/14.

(140053150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.

---

**Polyusus Lux III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 183.031.

In the year two thousand and fourteen,  
on the twenty-sixth day of the month of February.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

“Capvis General Partner III Limited”, a limited liability company, acting in its own name as shareholder but for the account of Capvis Equity III L.P. and Capvis III Limmat L.P., incorporated and existing under the laws of Jersey, having its registered office at 28, New Street, JE - JE2 3TE, St. Helier, Jersey and registered with the Jersey Financial Services Commission under number 95863,

here represented by Mr Frédéric LEMOINE, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a power of attorney given to her on 26 February 2014.

Said power of attorney after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the undersigned notary to record that:

I.- The appearing party, prenamed, represented as stated above, is the sole shareholder of “POLYUSUS LUX III S.à r.l.”, a Luxembourg private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) having its registered office at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, incorporated by a deed of the undersigned notary, on 16 December 2013, not yet published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 183031 (the “Company”).

II.- The current issued share capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into one hundred and twenty-five thousand (125,000) Class A Shares, one hundred and twenty-five thousand (125,000) Class B Shares, one hundred and twenty-five thousand (125,000) Class C Shares, one hundred and twenty-five thousand (125,000) Class D Shares, one hundred and twenty-five thousand (125,000) Class E Shares, one hundred and twenty-five thousand (125,000) Class F Shares, one hundred and twenty-five thousand (125,000) Class G Shares, one hundred and twenty-five thousand (125,000) Class H Shares, one hundred and twenty-five thousand (125,000) Class I Shares and one hundred and twenty-five thousand (125,000) Class J Shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the “Existing Shares”).

III.- After this had been set forth, the above named sole shareholder representing the entire corporate capital of the Company, has decided to take the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder decides to convert the one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) Existing Shares into three hundred and seventy-one thousand four hundred and fifty (371,450) ordinary shares and eight hundred and seventy-eight thousand five hundred and fifty (878,550) preference shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each.

*Second resolution*

The sole shareholder decides to fully restate the articles of association of the Company without amending the corporate object of the Company, which articles will from now on read as follows:

**“I. Name - Registered office - Object - Duration.**

**Art. 1. Name.** The name of the company is “POLYUSUS LUX III S.à r.l.” (the “Company”). The Company is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), and these articles of incorporation (the “Articles”).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The Company’s registered office is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely

ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries and any affiliated companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. The subscribed capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares of a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, fully paid up and divided into:

(i) Three hundred and seventy-one thousand four hundred and fifty (371,450) ordinary shares (the "Ordinary Shares"); and

(ii) Eight hundred and seventy-eight thousand five hundred and fifty (878,550) preference shares (the "Preference Shares").

The Ordinary Shares and the Preference Shares are hereinafter referred to as the "shares" and a "share" shall be construed accordingly.

The holders of the shares are together referred to as the "shareholders" and individually a "shareholder".

Each share will have the same rights, save as otherwise provided in these Articles.

5.2. The shareholders may resolve that the Company will maintain a special reserve account, whereby an amount or value contributed to this special reserve account shall constitute distributable reserves of the Company, in accordance with the Law.

5.3. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. A register of shareholders is kept at the registered office of the Company and may be examined by any shareholder on request.

6.3. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

### **Art. 7. Transfer of Shares - Restrictions.**

7.1. Any disposal, transfer, pledge or encumbrance of shares by a shareholder other than the Majority Shareholder shall be subject to the prior written approval of the Majority Shareholder.

7.2. The Majority Shareholder may dispose, transfer, pledge or encumber its shares without the prior written approval of the other shareholders.

7.3. Where the Majority Shareholder wishes to sell all or part of its shares in the Company whereby it no longer retains Control over the Company (the “Sold Shares”) to a third party buyer (a “Third Party Buyer”) it shall first serve written notice on the other shareholders (such other shareholders being the “Non-Transferring Shareholders”) specifying the Third Party Buyer, the number and class of Sold Shares, the price and a summary of the key terms at which it wishes to sell its Sold Shares to the Third Party Buyer and each of the Non-Transferring Shareholders may within ten (10) Business Days of the receipt of such notice serve written notice on the Majority Shareholder requiring that the Third Party Buyer purchases up to such portion of the shares held by it that the percentage of his remaining shares equals the percentage of shares of the same class still held by the Majority Shareholder out of all shares of such class outstanding at that time (the “Tag Along Right”). If the Tag Along Right is not exercised, the Majority Shareholder shall be entitled to sell the Sold Shares upon the terms notified to the Non-Transferring Shareholders. If the sale is not signed within sixty (60) Business Days of the notification or not signed in line with the terms notified to the Non-Transferring Shareholders, the Tag Along Right shall apply again if the Majority Shareholder intends to effect a sale.

The Tag Along Right shall not apply:

- in case of a transfer of shares made in connection with a pledge enforcement or an insolvency;
- if the Majority Shareholder exercises the Drag Along Right as defined in paragraph 7.4. of these Articles; and
- in case of a Syndication.

The Majority Shareholder shall procure that in case the total number of shares that can be sold to the Third Party Buyer is exhausted, the sale by the Majority Shareholder is reduced in order to allow the Non-Transferring Shareholders to participate in such sale pro-rata.

For the purpose of these Articles:

“Majority Shareholder” shall mean a shareholder owning at least fifty percent (50%) of the shares plus one share in the share capital of the Company.

“Business Day” shall mean any day (other than a Saturday and Sunday) during which the banks are generally open for business in Frankfurt, Zurich and Luxembourg.

“Control” shall mean (i) directly or indirectly (through contractual arrangements or powers of attorney) holding or directing more than 50% of the voting rights in an entity or (ii) the power to direct or cause the direction of the management and policies of such entity.

“Syndication” shall mean the transfer by the Majority Shareholder of any of its shares in the Company to:

- (i) other funds advised by Capvis Equity Partners AG or its affiliates;
- (ii) affiliates of the Majority Shareholder or;
- (iii) any third party

provided the Majority Shareholder retains Control over the Company.

7.4. If the Majority Shareholder wishes to sell all or part of its shares in the Company to a Third Party Buyer, the Majority Shareholder, at its sole discretion, may require the Non-Transferring Shareholders to sell all of their shares to such Third Party Buyer (the “Drag-Along Right”) on the same terms and conditions agreed between such Third Party Buyer and the Majority Shareholder.

The Majority Shareholder shall be entitled to exercise the Drag-Along Right by sending a written notice to the Non-Transferring Shareholders within ten (10) Business Days of the conclusion of a binding agreement with the Third Party Buyer specifying the Third Party Buyer, the price and a summary of the key terms at which it wishes to sell its shares to the Third Party Buyer.

The Drag-Along Right shall not apply in the case of a Syndication.

7.5. Subject to Article 7.6. any transfer restrictions under this Article 7 should not apply to transfer of shares resulting from the enforcement of a pledge agreement over such shares granted by (i) all the Company’s shareholders over all the shares issued by the Company at the time of such granting or (ii) one or several shareholders, provided that such pledge agreement has been approved by a prior written consent of all the other shareholders.

7.6. Notwithstanding the above paragraphs, transfer of shares inter vivos to third parties is subject to the prior approval given in general meeting, of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the share capital.

A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

### III. Management - Representation

#### Art. 8. Appointment and Removal of managers.

8.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. By a resolution of the shareholders, the appointed managers can be classified as category A and category B managers. The managers need not be shareholders.

If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the “Board”).

8.2. At least half of the Managers shall be resident in Luxembourg.

8.3. The Majority Shareholder shall have the exclusive right and obligation to nominate candidates for all the positions on the board of managers at each general meeting of shareholders called for the purpose of electing a person to either such position.

8.4. In connection with each election of a manager to each such position, the Majority Shareholder shall nominate at least two (2) persons for election to such position.

8.5. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

8.6. The Board will elect from among its members a chairman (the “Chairman”). The Chairman will preside the meetings of the Board. If the Chairman is not present at a meeting of the Board, the managers present or represented may appoint any one of their members to act as chairman for the purposes of the meeting. In the case of a tied vote, the Chairman shall not have a casting vote.

#### **Art. 9. Board of managers.**

##### **9.1. Powers of the board of managers**

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

##### **9.2. Procedure**

(i) The Board meets at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which shall be in the Grand Duchy of Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that they know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting provided that a Luxembourg resident manager may only appoint another Luxembourg resident manager.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the Chairman or by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication initiated from Luxembourg which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) In case of urgency, circular resolutions signed by all the managers (the “Managers’ Circular Resolutions”) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

##### **9.3. Representation**

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the signature of a manager. In case the shareholders have resolved to classify the appointed managers as category A and category B managers, the Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of at least one category A and one category B manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

#### **Art. 10. Sole manager.**

10.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board of the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

10.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

10.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

#### **Art. 11. Liability of the managers.**

11.1. The managers may not be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

### **IV. Shareholder(s)**

#### **Art. 12. General meetings of shareholders and Shareholders’ circular resolutions.**

##### **12.1. Powers and voting rights**

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the “General Meeting”) or by way of circular resolutions (the “Shareholders’ Circular Resolutions”).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders’ Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders’ Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each Share gives entitlement to one (1) vote.

#### 12.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders’ Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders’ Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder’s commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

#### **Art. 13. Sole shareholder.**

13.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

13.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders’ Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder’s resolutions, as appropriate.

13.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

### **V. Annual accounts - Distributions - Supervision**

#### **Art. 14. Financial year and Approval of annual accounts.**

14.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

14.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company’s assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

14.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

14.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders’ Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

#### **Art. 15. Allocation of profit.**

15.1. Five per cent (5%) of the Company’s annual net profits are allocated to the reserve required by the Law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. After allocation to the legal reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s) in compliance with Article 15.3.

15.3. In any year in which the Company resolves to make a dividend distributions in accordance with Article 15.2., the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

(i) the holder(s) of the Preference Shares shall be entitled to a cumulative dividend of ten point five per cent (10.5%) per annum which shall accrue annually and be calculated assuming a year of 360 days on the basis of the aggregate amount of (i) the nominal value of the Preference Shares (ii) any share premium paid on each of the Preference Shares and any capital contribution attached to Preference Shares and (iii) any accrued unpaid dividend on the Preference Shares, if any (the “Fixed Preferred Dividend”);

(ii) the remainder if any shall be distributed between the holder(s) of the Ordinary shares in pro-rata to the number of Ordinary Shares held by them.

15.4 The share premium may be distributed to the shareholder(s) upon decision of a general meeting of shareholder(s). The general meeting of shareholder(s) may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

15.5. Interim dividends may be distributed in accordance with Article 15.3. at any time subject to the following conditions:

- (i) the Board draws up interim accounts;
- (ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) the shareholders must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;
- (iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company; and
- (v) if the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of half (in number) of the shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2 The surplus after payment of all charges, debts (i.e after full repayment of any outstanding loans), expenses which are a result of liquidation, shall be distributed by the liquidator (s) in the following order:

- (i) reimbursement of the nominal value of the Preference Shares and any outstanding share premium paid on the Preference Shares and any outstanding capital contribution attached to the Preference Shares to the holders of Preference Shares;
- (ii) payment to the holders of Preference Shares of any unpaid Fixed Preferred Dividend;
- (iii) reimbursement of the nominal value of the Ordinary Shares and any outstanding share premium paid on the Ordinary Shares and any outstanding capital contribution attached to the Ordinary Shares to the holders of Ordinary Shares.
- (iv) payment to the holders of Ordinary Shares in pro-rata of the number of Ordinary Shares held by them of the balance, if any.

## VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time."

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, said proxyholder signed together with Us the notary the present deed.

### Follows the German version of the preceding text:

Im Jahre zweitausendvierzehn,



am sechszwanzigsten Februar.

Vor Uns Notar Maître Jean-Joseph WAGNER, im Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg),

ist erschienen:

Capvis General Partner III Limited, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung im eigenen Namen tätig als Anteilseignerin, aber für Rechnung von Capvis Equity III L.P. und Capvis III Limmat L.P., nach dem Recht von Jersey gegründet und bestehend, mit Gesellschaftssitz in 28, New Street, JE - JE2 3TE, St. Helier, Jersey und registriert bei der Jersey Financial Services Commission unter der Nummer 95863,

hier vertreten durch Herrn Frédéric LEMOINE, Rechtsanwalt, berufsansässig in Luxemburg, aufgrund einer ihm am 26. Februar 2014 erteilten Vollmacht.

Diese Vollmacht wird nach Unterzeichnung ne varietur durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei und durch den unterzeichnenden Notar der vorliegenden Urkunde beigefügt, die bei den Registrierungsbehörden eingereicht wird.

Der Bevollmächtigte erklärt vor dem unterzeichnenden Notar und erbittet diesen, die folgenden Punkte zu beurkunden:

I.- Die oben genannte erschienene Partei, die wie oben angegeben vertreten wird, ist die einzige Anteilseignerin der „POLYUSUS LUX III S.à r.l.“, eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Gesellschaftssitz in 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg, gegründet gemäß notarieller Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 16. Dezember 2013, bisher noch nicht veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und eingetragen in der luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 183031 (nachfolgend die „Gesellschaft“).

II.- Das bisher ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft ist festgesetzt auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), unterteilt in hundertfünfundzwanzigtausend (125.000) Klasse A Anteile; hundertfünfundzwanzigtausend (125.000) Klasse B Anteile, hundertfünfundzwanzigtausend (125.000) Klasse C Anteile, hundertfünfundzwanzigtausend (125.000) Klasse D Anteile, hundertfünfundzwanzigtausend (125.000) Klasse F Anteile, hundertfünfundzwanzigtausend (125.000) Klasse G Anteile, hundertfünfundzwanzigtausend (125.000) Klasse H Anteile, hundertfünfundzwanzigtausend (125.000) Klasse I Anteile und hundertfünfundzwanzigtausend (125.000) Klasse J Anteile jede zu einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01), (die „Vorhandenen Anteile“).

III.- Nachdem dies festgesetzt wurde, hat die oben genannte einzige Anteilseignerin, die das gesamte Vermögenskapital der Gesellschaft repräsentiert, entschieden, folgende Beschlüsse zu fassen:

#### *Erster Beschluss*

Die einzige Anteilseignerin beschließt, die eine Million und zweihundertfünfzigtausend (1.250.000) vorhandenen Anteile in dreihunderteinundsiebzigtausendvierhundertfünfzig (371.450) Stammanteile und achthundertachtundsiebzigtausendfünfhundertfünfzig (878.550) Vorzugsanteile, jede mit einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01) umzuwandeln.

#### *Zweiter Beschluss*

Die einzige Anteilseignerin beschließt, die Satzung der Gesellschaft vollständig neu zu formulieren, ohne dabei den Gesellschaftszweck der Gesellschaft zu ändern, so dass die Satzung von nun an wie folgt lautet:

### **„I. Firma - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer**

**Art. 1. Firma.** Die Firma der Gesellschaft lautet „POLYUSUS LUX III S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung (das „Gesetz“) und der hier vorliegenden Gesellschaftssatzung (die „Satzung“).

#### **Art. 2. Gesellschaftssitz.**

2.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung, an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2 Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates errichtet werden. Wenn der Geschäftsführungsrat feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die fraglichen Entwicklungen oder Ereignisse vollständig beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

#### **Art. 3. Gesellschaftszweck.**

3.1 Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition von Beteiligungen an in- oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und

andere Wertpapiere, Anleihen, ungesicherte Obligationen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder auf andere Weise erwerben, und im Allgemeinen alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht einer jeden Gesellschaft oder eines jeden Unternehmens beteiligen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Patentbestandes oder anderer geistiger Eigentumsrechte jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendenzertifikate ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt, die Erträge aus Kreditverbindlichkeiten an ihre Zweigniederlassungen und Tochtergesellschaften verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft in Bezug auf ihr gesamtes oder nur einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

3.3. Die Gesellschaft ist befugt sich jeglicher Verfahren und Mittel zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechselkurseinwirkungs-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

3.4. Die Gesellschaft ist befugt alle gewerblichen, finanziellen oder industriellen Tätigkeiten und Transaktionen in Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Gesellschaftszweck beziehen lassen oder diesen fördert.

#### **Art 4. Dauer.**

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Gesellschafter betrifft, aufgelöst.

## **II. Kapital - Geschäftsanteile**

#### **Art 5. Kapital.**

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR), bestehend aus einer Million und zweihundertfünfundzwanzigtausend (1.250.000) Geschäftsanteilen mit einem Nennwert von je einem Cent (EUR 0,01). Alle Geschäftsanteile wurden voll eingezahlt und sind aufgeteilt in:

- (i) dreihunderteinundsiebzigtausendvierhundertfünfzig (371.450) Stammanteile (die „Stammanteile“); und
- (ii) achthundertachtundsiebzigtausendfünfhundertfünfzig (878.550) Vorzugsanteile (die „Vorzugsanteile“).

Die Stammanteile und die Vorzugsanteile werden im Folgenden gemeinsam als „Geschäftsanteile“ oder „Anteile“ bezeichnet, und „Geschäftsanteil“ und „Anteil“ haben entsprechende Bedeutungen.

Die Anteilseigner werden gemeinsam und einzeln jeweils als „Gesellschafter“ bezeichnet.

Jeder Geschäftsanteil hat die gleichen Rechte, sofern nicht in dieser Satzung ein anderes bestimmt ist.

5.2. Die Gesellschafter können beschließen, dass die Gesellschaft eine spezielle Kapitalrücklage bilden soll, wobei ein Betrag oder Wert, welcher dieser speziellen Kapitalrücklage zugeführt wird, in Übereinstimmung mit dem Gesetz, als Kapitalrücklage der Gesellschaft ausschüttbar sein soll.

5.3. Das Stammkapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrfach durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den vorgeschriebenen Bedingungen für Satzungsänderungen erhöht oder vermindert werden.

#### **Art 6. Geschäftsanteile.**

6.1. Die Geschäftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft lässt nur einen (1) Eigentümer pro Geschäftsanteil zu.

6.2. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterregister geführt, welches auf Anfrage eines jeden Gesellschafters eingesehen werden kann.

6.3. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen, vorausgesetzt, die Gesellschaft verfügt über ausreichende ausschüttbare Reserven oder falls der Rückkauf aufgrund einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals beruht.

#### **Art 7. Übertragung von Aktien - Beschränkungen.**

7.1 Die Veräußerung, Übertragung, Verpfändung oder Belastung von Anteilen durch einen Gesellschafter als den Mehrheitsgesellschafter bedarf der vorherigen schriftlichen Zustimmung des Mehrheitsgesellschafters.

7.2 Der Mehrheitsgesellschafter darf seine Anteile ohne die vorherige schriftliche Zustimmung der anderen Gesellschafter veräußern, übertragen, verpfänden oder belasten.

7.3 Möchte der Mehrheitsgesellschafter einen Teil oder alle seiner Anteile an der Gesellschaft an einen Dritten als Käufer (der „Drittkäufer“) verkaufen, so dass er nicht länger die Gesellschaft beherrscht (die „Verkauften Anteile“), so muss er zunächst die anderen Gesellschafter schriftlich darüber benachrichtigen (diese anderen Gesellschafter sind die „Nicht-Übertragenden Gesellschafter“). Diese Benachrichtigung benennt den Drittkäufer, die Anzahl und die Anteilsklasse

der Verkauften Anteile, den Preis und eine Zusammenfassung der Kernbedingungen, zu denen der Mehrheitsgesellschafter die Verkauften Anteile an den Drittkäufer zu veräußern wünscht. Jeder der Nicht-Übertragenen Gesellschafter kann innerhalb von zehn (10) Geschäftstagen nach Zugang einer solchen Mitteilung durch eine schriftliche Mitteilung an den Mehrheitsgesellschafter verlangen, dass der Drittkäufer bis zu der Anzahl von Anteilen kauft, die der von ihm gehaltenen Anteilen entspricht, so dass der Prozentsatz seiner verbleibendem Anteile dem Prozentsatz der gleichen Anteilsklasse entspricht, die der Mehrheitsgesellschafter an allen Anteilen dieser Klasse, die zu dieser Zeit noch ausstehen („Mitnahmerecht“).

Wird das Mitnahmerecht nicht ausgeübt, darf der Mehrheitsgesellschafter die Verkauften Aktien zu den Bedingungen verkaufen, die er den Nicht-Übertragenden Gesellschaftern mitgeteilt hat. Wird der Kaufvertrag nicht innerhalb von sechzig (60) Geschäftstagen unterschrieben, oder wird er nicht im Einklang mit den Bedingungen unterschrieben, die an die Nicht-Übertragenden Gesellschafter mitgeteilt wurden, ist das Mitnahmerecht wieder anwendbar, wenn der Mehrheitsgesellschafter einen Verkauf beabsichtigt.

Das Mitnahmerecht ist in den folgenden Fällen nicht anwendbar:

- In dem Fall, in dem die Übertragung von Anteilen in Verbindung mit einer Durchsetzung von Pfandrechten oder einer Insolvenz geschieht;
- Wenn der Mehrheitsgesellschafter das Mitverkaufsrecht wie in Abschnitt 7.4 dieser Satzung definiert ausübt; und
- im Fall einer Syndikatsbildung.

Der Mehrheitsgesellschafter hat dafür zu sorgen, dass in dem Fall, in dem die Gesamtzahl der Anteile, die an den Drittkäufer verkauft werden können, erschöpft ist, der Verkauf durch den Mehrheitsgesellschafter verringert, um den Nicht-Übertragenden Gesellschaftern zu erlauben, an einem solchen Verkauf pro-rata teilzuhaben.

Für die Zwecke dieser Satzung:

„Mehrheitsgesellschafter“ ist ein Gesellschafter, der mindestens fünfzig Prozent (50 %) der Geschäftsanteile am Stammkapital der Gesellschaft hält.

„Geschäftstag“ ist einen Tag, der kein Samstag oder Sonntag ist, an dem die Banken allgemein für den Geschäftsverkehr in Frankfurt, Zürich und Luxemburg geöffnet sind.

„Beherrschung“ bedeutet, (i) dass direkt oder indirekt (durch vertragliche Vereinbarung oder Vollmacht) mehr als 50 % der Stimmrechte in einer Unternehmung gehalten werden oder über diese bestimmt wird oder (ii) die Macht, direkt oder indirekt über die Geschäftsführung und Regelwerke einer solchen Unternehmung zu verfügen.

„Syndikatsbildung“ ist die Übertragung seiner Anteile an der Gesellschaft durch den Mehrheitsgesellschafter an:

- (i) andere Fonds, die die Capvis Equity Partners AG oder deren Konzerngesellschaften empfehlen;
- (ii) Konzerngesellschaften des Mehrheitsgesellschafters oder;
- (iii) Dritte unter der Voraussetzung, dass der Mehrheitsgesellschafter die Beherrschung über die Gesellschaft behält.

7.4 Wünscht der Mehrheitsgesellschafter, alle oder einen Teil seiner Anteile an der Gesellschaft an einen Drittkäufer zu veräußern, kann der Mehrheitsgesellschafter von den Nicht-Übertragenden Gesellschaftern verlangen, dass sie alle ihre Aktien an einen solchen Drittkäufer zu den gleichen Bedingungen veräußern (das „Mitverkaufsrecht“), die zwischen dem Drittkäufer und dem Mehrheitsgesellschafter vereinbart wurden.

Der Mehrheitsgesellschafter darf das Mitverkaufsrecht ausüben, indem er innerhalb von zehn (10) Geschäftstagen nach Abschluss eines verbindlichen Vertrags mit dem Drittkäufer, welcher den Drittkäufer, den Preis und eine Zusammenfassung der Hauptbedingungen enthält, zu denen er seine Anteile an den Drittkäufer verkaufen möchte, eine schriftliche Mitteilung an die Nicht-Übertragenden Gesellschafter sendet.

Das Mitverkaufsrecht gilt nicht bei einer Syndikatsbildung.

7.5 Vorbehaltlich Artikel 7.6 sind Übertragungsbeschränkungen dieses Artikels 7 nicht auf die Übertragung von Anteilen anwendbar, die aufgrund der Durchsetzung eines Pfandvertrags erfolgen, der geschlossen wurde von (i) allen Gesellschaftern der Gesellschaft über alle Anteile, die die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Begründung des Pfandrechts ausgegeben hat oder (ii) einem oder mehreren Gesellschaftern, sofern alle anderen Gesellschafter zuvor schriftlich einem solchen Pfandvertrag zugestimmt haben.

7.6 Unbeschadet der obigen Absätze bedarf die Übertragung von Anteilen inter vivos an Dritte der vorherigen Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel (3/4) des Stammkapitals halten, in einer Hauptversammlung.

Eine Übertragung von Anteilen ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten erst dann wirksam, wenn sie gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches der Gesellschaft angezeigt oder von ihr anerkannt wurde.

### III. Verwaltung - Stellvertretung

#### Art. 8. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern.

8.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Diese werden durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt, welcher auch ihre Amtszeit festlegt. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung können die ernannten Geschäftsführer in Kategorie A Geschäftsführer und Kategorie B Geschäftsführer unterteilt werden. Wenn mehrere Geschäftsführer ernannt sind, bilden sie gemeinsam den Geschäftsführungsrat (der „Rat“).

8.2 Mindestens die Hälfte der Geschäftsführer muss in Luxemburg ansässig sein.

8.3 Der Mehrheitsgesellschafter hat ausschließlich das Recht und die Verpflichtung, Kandidaten für alle Ämter im Rat bei einer Hauptversammlung der Gesellschafter zu nominieren, welche zum Zweck der Wahl einer Person in ein Amt im Rat einberufen wurde.

8.4 Für jede Wahl eines Geschäftsführers in ein jeweiliges Amt im Rat nominiert der Mehrheitsgesellschafter mindestens zwei (2) Personen für die Wahl in ein solches Amt.

8.5 Die Geschäftsführer können zu jedem Zeitpunkt mit oder ohne Grund von der Hauptversammlung abberufen werden.

8.6 Der Rat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden (der „Vorsitzende“). Der Vorsitzende leitet die Sitzungen des Rats. Ist der Vorsitzende bei einer Sitzung des Rats nicht anwesend, können die anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer ein Mitglied des Rats als Vorsitzenden wählen, der für die jeweilige Sitzung als Vorsitzender handelt. Bei Stimmgleichheit verfügt der Vorsitzende nicht über ein ausschlaggebendes Stimmrecht.

## **Art. 9. Geschäftsführungsrat.**

### **9.1. Befugnisse des Geschäftsführungsrates**

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die Satzung dem/den Gesellschafter(n) vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Rates, welchem die Befugnisse zustehen, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang sind.

(ii) Der Rat kann besondere und eingeschränkte Vollmachten für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte des Rates übertragen.

### **9.2. Verfahren**

(i) Auf Antrag eines jeden Geschäftsführers findet eine Versammlung des Rates statt, an dem in der Ankündigung genannten Ort, welcher sich im Großherzogtum Luxemburg befindet.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jeden Versammlung des Rates geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung darzulegen ist.

(iii) Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Rates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass ihnen die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Ankündigung kann ein Geschäftsführer zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Ankündigungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Rat verabschiedet wurde.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen; für einen Geschäftsführer, der in Luxemburg ansässig ist, gilt dies jedoch nur dann, wenn er einen anderen in Luxemburg ansässigen Geschäftsführer als Bevollmächtigten ernennt.

(v) Der Rat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Rates sind wirksam, wenn sie von der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst werden. Die Beschlüsse des Rates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden oder von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden.

(vi) Jeder Geschäftsführer kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Versammlung des Rates teilnehmen, welches von Luxemburg aus initiiert wurde und es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

(vii) Bei Dringlichkeit sind Zirkularbeschlüsse in Textform, welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind (die „Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer“), genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

### **9.3. Vertretung**

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die Unterschrift eines Geschäftsführers gebunden. Falls die Gesellschafter die Geschäftsführer in Kategorie A Geschäftsführer und Kategorie B Geschäftsführer unterteilt haben, ist die Gesellschaft Dritten gegenüber nur gebunden, wenn ein Kategorie A Geschäftsführer und ein Kategorie B Geschäftsführer gemeinsam unterzeichnen.

(ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterzeichnung der mit Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden

## **Art. 10. Alleiniger Geschäftsführer.**

10.1. Wird die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer verwaltet, ist jede Referenz, welche sich auf den Geschäftsführungsrat bezieht, soweit möglich, sinngemäß auch auf den einzelnen Geschäftsführer anzuwenden.

10.2. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die Unterschrift des einzelnen Geschäftsführers verpflichtet.

10.3. Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterschrift von Personen gebunden, denen der einzelne Geschäftsführer Spezialvollmachten erteilt hat.

#### **Art. 11. Haftung der Geschäftsführer.**

11.1. Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung sowie dem Gesetz stehen.

### **IV. Gesellschafter**

#### **Art. 12. Hauptversammlung und Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter.**

##### 12.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden in einer Versammlung der Gesellschafter (die „Hauptversammlung“) oder durch Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter (die „Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter“) gefasst.

(ii) Werden Beschlüsse im Wege der Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt der Beschlüsse gemäß den Bestimmungen der Satzung an alle Gesellschafter übersandt. Die von allen Gesellschaftern unterzeichneten Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter, welche das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift tragen, sind genauso gültig und verbindlich als wären diese in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung gefasst worden.

(iii) Je ein Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

##### 12.2. Ankündigung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Auf Initiative eines Geschäftsführers oder der Gesellschafter, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, werden die Gesellschafter zur Hauptversammlung einberufen oder schriftlich zur Entscheidung gebeten.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jede Hauptversammlung geht allen Gesellschaftern spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung dazulegen ist.

(iii) Die Hauptversammlungen finden an dem in der Ankündigung genannten Ort, zur in der Ankündigung genannten Zeit statt.

(iv) Die Hauptversammlung kann ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden, wenn alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass ihnen die Tagesordnung bekannt ist und sie sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten.

(v) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person, bei welcher es sich um einen Gesellschafter handeln kann oder nicht, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei der Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vi) Die in den Hauptversammlungen oder in Form von Zirkularbeschlüssen der Gesellschafter zu fassenden Beschlüsse werden von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Hauptversammlung oder dem ersten Beschluss in Textform nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Hauptversammlung geladen oder erneut zur schriftlichen Entscheidung gebeten und die Beschlüsse oder die Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote des vertretenen Gesellschaftskapitals.

(vii) Die Satzung kann mit Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter.

#### **Art. 13. Alleingesellschafter.**

13.1. Sofern die Anzahl der Gesellschafter auf einen (1) Gesellschafter reduziert wird, übt dieser alle Befugnisse aus, welche auch der Hauptversammlung durch das Gesetz verliehen wurden.

13.2. Bezugnahmen auf die Gesellschafter und die Hauptversammlung oder die Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter innerhalb dieser Satzung gelten entsprechend für den Alleingesellschafter oder die von ihm gefassten Beschlüsse.

13.3. Die von dem Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse sind schriftlich zu verfassen.

### **V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht**

#### **Art. 14. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.**

14.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1) Januar und endet am einunddreißigsten (31) Dezember eines jeden Jahres.

14.2. Der Rat erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft gemeinsam mit einer Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft wiedergibt mit einem Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die Verbindlichkeiten der/des Geschäftsführer(s) und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

14.3. Ein jeder Gesellschafter kann die Bestandsliste und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

14.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten werden in der jährlichen Hauptversammlung oder im Wege von Zirkularbeschlüssen der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach Beendigung des Geschäftsjahres genehmigt.

#### **Art. 15. Gewinnausschüttung.**

15.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der durch das Gesetz vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

15.2. Nach Zuführung der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage bestimmen die Gesellschafter, wie der verbleibende Jahresnettogewinn verwendet wird, indem er ganz oder teilweise einer Rücklage oder Rückstellung zugeführt wird, indem er in das nächste Geschäftsjahr vorgetragen wird oder indem er an die Gesellschafter im Einklang mit Artikel 15.3 ausgeschüttet wird, zusammen mit dem Gewinnvortrag, ausschüttbaren Reserven oder Agio.

15.3. In einem Jahr, in welchem die Gesellschaft beschließt, Dividendenausschüttungen im Einklang mit Artikel 15.2 vorzunehmen, wird der infolgedessen zugeteilte Betrag in der folgenden Rangfolge ausgezahlt:

(i) Halter von Vorzugsanteilen haben einen Anspruch auf eine Dividende von zehn Komma fünf Prozent (10,5%) pro Jahr, die jährlich anwächst und mit einem Jahr von 360 Tagen berechnet wird auf Grundlage des Gesamtbetrags (i) des Nominalwerts der Vorzugsanteile, (ii) des für jeden Vorzugsanteil gezahlten Agios und jedweder Kapitaleinlage, die an die Vorzugsaktien gebunden ist und (iii) sofern vorhanden jedweder angewachsenen unbezahlten Dividende der Vorzugsanteile (die „Feste Vorzugsdividende“); und

(ii) der verbleibende Betrag, sofern vorhanden, wird unter den Haltern von Stammanteilen pro rata zu der Anzahl der von ihnen gehaltenen Stammanteile verteilt.

15.4. Das Agio kann aufgrund eines Beschlusses der Hauptversammlung ausgeschüttet werden. Die Hauptversammlung kann jeden Betrag aus dem Agio-Konto dem Konto der gesetzlichen Reserve zuteilen.

15.5. Abschlagsdividenden können im Einklang mit Artikel 15.3 jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive Agio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; wobei es sich hierbei versteht, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, soweit vorhanden, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und auszuschüttenden Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch die Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;

(iv) die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft werden durch die Zwischenausschüttung in Anbetracht der Vermögenswerte der Gesellschaft nicht gefährdet; und

(v) falls die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres übersteigen, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den Betrag, welcher den ausschüttbaren Gewinn übersteigt, zurückerstaten.

#### **VI. Auflösung - Liquidation**

16.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Hälfte (der Anzahl) der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten, aufgelöst werden. Die Gesellschafter ernennen einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zur Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Gesellschafter haben die Liquidatoren bzw. hat der Liquidator die Befugnis, die Vermögenswerte zu realisieren und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

16.2. Der verbleibende Überschuss nach Zahlung aller Kosten, Schulden (d.h. nach vollständiger Rückzahlung aller ausstehender Kredite), und Ausgaben aufgrund der Liquidation wird durch den Liquidator bzw. die Liquidatoren in der folgenden Rangfolge ausgeschüttet:

(i) Rückerstattung des Nominalwerts der Vorzugsanteile und ausstehenden Agios, das auf die Vorzugsaktien gezahlt wurde, und ausstehender Kapitaleinlagen, die an die Vorzugsanteile gebunden sind, an die Halter von Vorzugsanteilen;

(ii) Zahlung der unbezahlten Festen Vorzugsdividende an die Halter von Vorzugsanteilen;

(iii) Rückerstattung des Nominalwerts von Stammanteilen und ausstehenden Agios, das auf die Stammanteile gezahlt wurde, an die Halter von Stammanteilen;

(iv) Restzahlung an die Halter von Stammanteilen pro rata im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Stammanteilen.

#### **VII. Allgemeine Bestimmungen**

17.1. Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden und Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer und Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter können schriftlich, durch Telefax, E-Mail oder jeder anderen Form von elektronischem Kommunikationsmittel dokumentiert werden.

17.2. Vollmachten können in jeder der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Versammlung des Rates können von einem Geschäftsführer auch in Übereinstimmung mit den vom Rat genehmigten Bedingungen erteilt werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form geleistet werden, vorausgesetzt diese erfüllen alle gesetzlichen Erfordernisse zur Anerkennung als handschriftliche Unterschrift. Unterschriften auf Zirkularbeschlüssen der Geschäftsführer, Beschlüsse die in einer Telefon- oder Videokonferenz gefasst werden beziehungsweise Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter müssen auf dem Original abgegeben werden oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments, welche zusammen ein und dasselbe Dokument bilden.

17.4. Sämtliche nicht ausdrücklich durch die Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung, die die Gesellschafter von Zeit zu Zeit eingehen.,,

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, bestätigt hiermit, dass aufgrund des Antrags der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in Englisch verfasst ist und eine deutsche Fassung hierauf folgt; auf Antrag derselben erschienenen Partei und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text soll die englische Fassung maßgebend sein.

WORÜBER Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg, an dem zu Beginn dieser Urkunde genannten Datum.

Die Urkunde wurde in Anwesenheit der erschienenen Partei verlesen, welche dem unterzeichnenden Notar mit Namen, Nachnamen, Familienstand und Anschrift bekannt sind und die Urkunde wurde von dem Vertreter der erschienenen Partei zusammen mit Uns Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: F. LEMOINE, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 27. Februar 2014. Relation: EAC/2014/2909. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014046015/691.

(140052943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Christine Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 89.160.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014046997/11.

(140053581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.

---

**DSI International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 97.196.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 30 décembre 2013*

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 30 décembre 2013 que:

- la clôture de la liquidation est prononcée et que la Société a définitivement cessé en date du 30 décembre 2013;
- que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante:

SGG S.A., 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.

DSI INTERNATIONAL S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014047856/18.

(140053987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2014.

---

**C&M Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-9970 Leithum, 3, Wirwelt.

R.C.S. Luxembourg B 141.888.

—  
*Rectificatif de la mention déposée le 11 avril 2013 sous la référence L130056821*

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014047787/10.

(140054944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2014.

**DKV Hauptagentur Altmeyer & Beer S.A., Société Anonyme,  
(anc. IPK Verwaltungs S.A.).**

Siège social: L-6680 Mertert, 2, rue Haute.

R.C.S. Luxembourg B 87.787.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher.

Jacques CASTEL

Notaire

Référence de publication: 2014047032/12.

(140053481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.**CS Rally Sport a.s.b.l., Association sans but lucratif.**

Siège social: L-9510 Wiltz, 3, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg F 8.664.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des membres tenue le 15 mars 2014*

L'assemblée décide de procéder à la clôture de la liquidation volontaire de l'Association Sans But Lucratif CS RALLY SPORT.

A la suite de cette clôture de liquidation volontaire, aucune affectation de biens n'est distribuée.

Les documents de l'a.s.b.l. seront conservés au 3, rue des Prés à L-9510 Wiltz.

Wiltz, le 15 mars 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014047016/14.

(140053358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.**EF Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 148.103.

—  
**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions écrites prises en date du 31 Mars 2014 par l'actionnaire unique de la Société:

- d'accepter la démission de Mr Michel de Groote avec effet au 1<sup>er</sup> Avril 2014;
- de nommer Monsieur Dimitri Maréchal, résidant professionnellement au 48 rue de Bragance, 1255 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> Avril 2014, son mandat arrivant à échéance lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2013;
- de nommer Madame Peggy Partigianone, résidant professionnellement au 48 rue de Bragance, 1255 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> Avril 2014, son mandat arrivant à échéance lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2013;

Référence de publication: 2014047057/16.

(140053660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.



**Nadir Hi-Tech International Trade S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 152.419.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014045976/10.

(140052495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**C.T.T.L., Centre de Télécommunications et Téléinformatiques Luxembourgeois, Société Anonyme.**

Siège social: L-2413 Luxembourg, 43, rue du Père Raphaël.

R.C.S. Luxembourg B 33.061.

Il résulte d'une réunion du conseil d'administration en date du 21.12.2007 que Monsieur Vincent Lekens, né le 20.08.1974 à B-Bruxelles, demeurant à B-6470 Wolkrange, 3, rue Ste Croix est nommé au poste de directeur général de la société pour une durée indéterminée. Il pourra engager la société par sa seule signature dans les limites de la gestion journalière.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31.03.2014.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014047823/15.

(140054640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2014.

---

**Celsius Investment Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 132.073.

Faisant suite à l'assemblée générale du 17 Mars 2014, sont re-nommés administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015:

Claude KREMER

14, rue Erasme

L-2028 Luxembourg

Gavin CHAPMAN

5, The North Colonnade

Londres E14 4BB

Grande-Bretagne

Est nommé administrateur, à partir du 28 Novembre 2013, et jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015:

James Edward Fane de Salis

1 Churchill Place

Londres E14 5HP

Grande-Bretagne

Est re-nommé réviseur d'entreprise jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015:

PricewaterhouseCoopers Société Coopérative

400, route d'Esch

L-1471 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.

*Pour State Street Bank Luxembourg S.A.*

Référence de publication: 2014047799/29.

(140054363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2014.

---

**OCM Tuna Top Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 185.642.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of February,

Before us, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

THERE APPEARED:

(1) OCM Luxembourg OPPS IX S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 176.362 and having a share capital amounting to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) (OPPS IX),

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

and

(2) OCM Luxembourg OPPS IX (Parallel 2) S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 175.641 and having a share capital amounting to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) (OPPS IX Parallel 2 and together with OPPS IX, the Shareholders),

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

Such powers of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing parties, represented as described above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name OCM Tuna Top Holdings S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

**Art. 3. Object.**

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, manage-

ment and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

## **II. Capital - Shares**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-) represented by twenty thousand (20,000) shares in registered form with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

## **III. Management - Representation**

#### **Art. 7. Board of managers.**

7.1. The Company is managed by a board of managers of at least two members appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

#### **Art. 8. Powers of the board of managers.**

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the board of managers of the Company or by two managers acting jointly.

#### **Art. 9. Procedure.**

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager to represent him at the meeting of the board of managers by phone to be confirmed in writing at a later stage.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

**Art. 10. Representation.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers of the Company or, as the case may be, by the joint or single signature(s) of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

**Art. 11. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

#### IV. General meetings of shareholders

##### Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1. The sole shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

##### Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

#### V. Annual accounts - Allocation of profits

##### Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

### **Art. 15. Allocation of Profits.**

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the board of managers of the Company;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the single shareholder or the general meeting of shareholders of the Company;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

### **VI. General provision**

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2014.

#### *Subscription - Payment*

Thereupon,

1. OPPS IX, prenamed and represented as described above, declares to subscribe to eighteen thousand (18,000) newly issued shares of the Company and to fully pay them up by way of a contribution in kind in an aggregate amount of eighteen thousand United States dollars (USD 18,000.-) consisting of the eighteen thousand (18,000.-) shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each it holds in the share capital of OCM Tuna Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital amounting to twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 183.078 (Tuna Holdings), having a value of eighteen thousand United States dollars (USD 18,000.-) (the OPPS IX Tuna Holdings Shares).

The contribution in kind of the OPPS IX Tuna Holdings Shares to the Company, in an aggregate amount of eighteen thousand United States dollars (USD 18,000.-), is to be allocated to the share capital of the Company.

The value of the contribution of the OPPS IX Tuna Holdings Shares has been certified to the undersigned notary by one certificate dated on February 25, 2014 issued by the management of OPPS IX and respectively acknowledged and approved by the management of Tuna Holdings (the Certificate 1) which states in essence that:

1. OPPS IX is the legal and beneficial owner of the OPPS IX Tuna Holdings Shares, which it owns free of any encumbrances;
2. based on generally accepted accountancy principles, the OPPS IX Tuna Holdings Shares contributed to the Company are valued at least at eighteen thousand United States dollars (USD 18,000.-);
3. no impediments, neither legal nor contractual, to the transfer of ownership of the OPPS IX Tuna Holdings Shares to the Company exist; and
4. all formalities to transfer the legal ownership of the OPPS IX Tuna Holdings Shares to the Company have been or will be accomplished by the management of OPPS IX.

The Certificate 1, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

and

2. OPPTS IX Parallel 2, prenamed and represented as described above, declares to subscribe to two thousand (2,000) newly issued shares of the Company and to fully pay them up by way of a contribution in kind in an aggregate amount of two thousand United States dollars (USD 2,000.-) consisting of the two thousand (2,000.-) shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each it holds in the share capital of Tuna Holdings, having a value of two thousand United States dollars (USD 2,000.-) (the OPPTS IX Parallel Tuna Holdings Shares).

The contribution in kind of the OPPTS IX Parallel Tuna Holdings Shares to the Company, in an aggregate amount of two thousand United States dollars (USD 2,000.-), is to be allocated to the share capital of the Company.

The value of the contribution of the OPPTS IX Parallel Tuna Holdings Shares has been certified to the undersigned notary by one certificate dated on February 25, 2014 issued by the management of OPPTS IX Parallel 2 and respectively acknowledged and approved by the management of Tuna Holdings (the Certificate 2) which states in essence that:

1. OPPTS IX Parallel 2 is the legal and beneficial owner of the OPPTS IX Parallel Tuna Holdings Shares, which it owns free of any encumbrances;

2. based on generally accepted accountancy principles, the OPPTS IX Parallel Tuna Holdings Shares contributed to the Company are valued at least at two thousand United States dollars (USD 2,000.-);

3. no impediments, neither legal nor contractual, to the transfer of ownership of the OPPTS IX Parallel Tuna Holdings Shares to the Company exist; and

4. all formalities to transfer the legal ownership of the OPPTS IX Parallel Tuna Holdings Shares to the Company have been or will be accomplished by the management of OPPTS IX Parallel 2.

The Certificate 2, after having been signed *in varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

#### Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand eight hundred Euros (1,800.- EUR).

#### Resolutions of the Shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the Shareholders of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital have passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr Szymon DEC, company manager, born on July 3, 1978 in Lodz, Poland, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Ms Figen EREN, company manager, born on February 10, 1978 in Besançon (France) residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

- Mr Jabir CHAKIB, company manager, born on November 5, 1967 in Casablanca, Morocco, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Hugo NEUMAN, company manager, born on October 21, 1960 in Amsterdam, The Netherlands, residing at 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Mahesh BALAKRISHNAN, company manager, born on June 26, 1983 in New Delhi, India, residing professionally at 333 South Grand Avenue, 28<sup>th</sup> Floor, Los Angeles, CA 90071, United States of America; and

- Ms Jennifer BOX, company manager, born on November 8, 1981 in Charlotte, United States of America, residing professionally at 333 South Grand Avenue, 28<sup>th</sup> Floor, Los Angeles, CA 90071, United States of America.

2. The registered office of the Company is set at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

#### Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, she signed together with the notary the present deed.

#### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-six février,

Pardevant Me Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

(1) OCM Luxembourg OPPS IX S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 176.362 et ayant un capital social s'élevant à douze mille cinq cent euro (EUR 12.500.-) (OPPS IX),

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

(2) OCM Luxembourg OPPS IX (Parallel 2) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 175.641 et ayant un capital social s'élevant à douze mille cinq cent euro (EUR 12.500.-) (OPPS IX Parallel 2 et avec OPPS IX, les Associés),

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

## I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination OCM Tuna Top Holdings S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

### Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

### Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

### 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## II. Capital - Parts sociales

### Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à vingt mille dollars des Etats-Unis (USD 20.000.-) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative avec une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (USD 1.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

### Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

## III. Gestion - Représentation

### Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins deux membres qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum.

### Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le conseil de gérance de la Société ou par deux gérants agissant conjointement.

### Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire. Un gérant pourra également désigner un autre gérant pour le représenter à une réunion du conseil de gérance par téléphone, désignation qui devra être confirmée par écrit par la suite.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent



s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

**Art. 10. Représentation.** La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants de la Société, ou, le cas échéant, par la/les signature(s) individuelle ou conjointe de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

**Art. 11. Responsabilités des gérants.** Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

#### IV. Assemblée générale des associés

##### Art. 12. Pouvoirs - Droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

##### Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

#### V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

##### Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

##### Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

(i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le conseil de gérance de la Société;

(ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;

(iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société;

(iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

## VI. Disposition générale

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

### *Disposition transitoire*

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2014.

### *Souscription - Libération*

Ces faits exposés,

OPPS IX, prénommée et représentée comme décrit ci-dessus, déclare souscrire à dix-huit mille (18.000) parts sociales sous forme nominative avec une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (USD 1.-) chacune, et les libérer entièrement par un apport en nature d'une valeur totale de dix-huit mille dollars des Etats-Unis (USD 18.000,-) qui se compose de dix-huit mille (18.000) parts sociales qu'il détient dans le capital social de OCM Tuna Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg ayant un capital social s'élevant à vingt-mille dollars des Etats-Unis (USD 20.000) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183.078 (Tuna Holdings), ayant une valeur de dix-huit mille dollars des Etats-Unis (USD 18.000) (les Parts Sociales de OPPS IX Tuna Holdings).

L'apport en nature des Parts Sociales de OPPS IX Tuna Holdings à la Société d'un montant total de dix-huit mille dollars des Etats-Unis (USD 18.000) sera affecté au capital social de la Société.

La valeur de l'apport des Parts Sociales de OPPS IX Tuna Holdings a été certifiée au notaire instrumentant par un certificat daté du 25 février 2014 émis par la gérance de OPPS IX et reconnu et approuvé par la gérance de Tuna Holdings (le Certificat 1) qui précise essentiellement que:

1. OPPS IX est le propriétaire légal et identifié des Parts Sociales de OPPS IX Tuna Holdings qu'il détient libre de toute charge;
2. sur base des principes comptables généralement reconnus, les Parts Sociales de OPPS IX Tuna Holdings apportées à la Société sont évaluées à au moins dix-huit mille dollars des Etats-Unis (USD 18.000);
3. il n'existe aucun obstacle juridique ou contractuel au transfert de la propriété des Parts Sociales de OPPS IX Tuna Holdings à la Société; et
4. toutes les formalités afin de transférer la propriété juridique des Parts Sociales de OPPS IX Tuna Holdings à la Société ont été ou seront effectuées par la gérance de OPPS IX.

Le Certificat 1, après avoir été signé et paraphé par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

et

OPPS IX Parallel 2, prénommée et représentée comme décrit ci-dessus, déclare souscrire à deux mille (2.000) parts sociales sous forme nominative avec une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (USD 1.-) chacune, et les libérer entièrement par un apport en nature d'une valeur totale de deux mille dollars des Etats-Unis (USD 2.000,-) qui se compose de deux mille (2.000) parts sociales qu'il détient dans le capital social de Tuna Holdings, ayant une valeur de deux mille dollars des Etats-Unis (USD 2.000,-) (les Parts Sociales de OPPS IX Parallel Tuna Holdings).

L'apport en nature des Parts Sociales de OPPS IX Parallel Tuna Holdings à la Société d'un montant total de deux mille dollars des Etats-Unis (USD 2.000,-) sera affecté au capital social de la Société.

La valeur de l'apport des Parts Sociales de OPPS IX Parallel Tuna Holdings a été certifiée au notaire instrumentant par un certificat daté du 25 février 2014 émis par la gérance de OPPS IX Parallel 2 et reconnu et approuvé par la gérance de Tuna Holdings (le Certificat 2) qui précise essentiellement que:

5. OPPS IX Parallel 2 est le propriétaire légal et identifié des Parts Sociales de de OPPS IX Parallel Tuna Holdings qu'il détient libre de toute charge;
6. sur base des principes comptables généralement reconnus, les Parts Sociales de OPPS IX Parallel Tuna Holdings apportées à la Société sont évaluées à au moins deux mille dollars des Etats-Unis (USD 2.000,-);
7. il n'existe aucun obstacle juridique ou contractuel au transfert de la propriété des Parts Sociales de OPPS IX Parallel Tuna Holdings à la Société; et

8. toutes les formalités afin de transférer la propriété juridique des Parts Sociales de OPPS IX Parallel Tuna Holdings à la Société ont été ou seront effectuées par la gérance de OPPS IX Parallel 2.

Le Certificat 2, après avoir été signé ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

#### *Coûts*

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille huit cents Euros (1.800.- EUR).

#### *Décisions des Associés*

Et aussitôt, les Associés, représentant l'intégralité du capital social ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Szymon DEC, gérant de sociétés, né le 3 juillet 1978 à Lodz, Pologne, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mme Figen EREN, gérant de sociétés, née le 10 février 1978 à Besançon, France, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- M. Jabir CHAKIB, gérant de sociétés, né le 5 novembre 1967 à Casablanca, Maroc, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Hugo NEUMAN, gérant de sociétés, né le 21 octobre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, demeurant au 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Mahesh BALAKRISHNAN, gérant de sociétés, né le 26 juin 1983 à New Delhi, Inde, ayant son adresse professionnelle au 333 South Grand Avenue, 28<sup>th</sup> Floor, Los Angeles, CA 90071, Etats-Unis; et

- Mme Jennifer BOX, gérant de sociétés, née le 8 novembre 1981 à Charlotte, Etats-Unis, ayant son adresse professionnelle au 333 South Grand Avenue, 28<sup>th</sup> Floor, Los Angeles, CA 90071, Etats-Unis.

2. Le siège social de la Société est établi au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 mars 2014. Relation: LAC/2014/10492. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 mars 2014.

Référence de publication: 2014045989/523.

(140052541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

#### **Sarasin Fund Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 160.811.

Le Conseil d'Administration de la Société a décidé de transférer le siège social de la société du 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg au 11-13, boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg avec effet au 28 février 2014.

*Pour SARASIN FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.*

Société anonyme

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014046035/13.

(140052868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

**Pictet Institutional, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 131.642.

In the year two thousand and fourteen,  
on the twenty-fourth day of the month of March.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "Pictet Institutional", a Luxembourg public limited company qualifying as an Investment Company with Variable Share Capital - Specialised Investment Fund (Société d'Investissement à Capital Variable, Fonds d'Investissement Spécialisé) [SICAV-FIS] established and having its registered office at 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 131 642, incorporated formerly under the name "PAM Funds S.A. SICAV-SIF" pursuant to a notarial deed dated 19 September 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 2282 of 12 October 2007 (the "Company").

The Articles of Incorporation of the Company were amended for the last time pursuant to a notarial deed enacted on 17 October 2012, published in the Mémorial, number 2749 on 13 November 2012.

The Meeting was opened at 03.00 CET and was presided over by Mrs Stéphanie KUCHLY, employee, residing professionally in Luxembourg, who appointed as secretary Mrs Sarah SCHNEIDER, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Marie-Claude LANGE, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares they hold are shown on the attendance list, signed by the members of the board of the Meeting and the undersigned notary. Said attendance list, together with the proxies initialled *in varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to this deed in order to be filed with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list that one million eight hundred seventeen thousand seven hundred seventy-seven point five nine five three (1'817'777.5953) shares of a total of three million seven hundred ninety-nine thousand four hundred twelve point seven six two six three (3'799'412.76263) shares are represented at this present Meeting.

III. The agenda of said Meeting is as follows:

- Amendment of the first sentence of the first paragraph of the article 23 of the Company's articles of incorporation that should read as follows:

“ **Art. 23. Annual general meeting.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday of the month of June each year at 11:30 a.m. (Luxembourg time).”

IV. A convening notice reproducing the agenda of the present Meeting was sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on 19 February 2014 and published in the newspapers "Tageblatt", "Letzebuenger Journal" on 07 March 2014 and in the Mémorial, on 07 March 2014.

V. The Chairman informs the Meeting that a first extraordinary general meeting has been convened with the same agenda as the agenda of the present Meeting indicated hereabove for the 14 February 2014 and that the quorum requirements for voting the items of the agenda had not been attained.

Pursuant to article 67-1(2) of the Law of 10 August 1915, on commercial companies, the Meeting is henceforth regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the items of the agenda of the Meeting, hereinafter reproduced, whatsoever the represented part of capital.

The Meeting deliberated and adopted the following resolutions unanimously:

*First resolution*

The Meeting RESOLVES to change the current date of the annual general meeting of shareholders of the Company from the second Tuesday of the month of April of each year at 11.30 a.m. to the third Tuesday of the month of June of each year at 11.30 a.m..

*Second resolution*

As a direct consequence of the above taken resolution the Meeting RESOLVES to amend Article TWENTY-THREE (23), first sentence of the first paragraph, in relation to its annual general meeting, which fourth paragraph shall forthwith read as follows:

**Art. 23. Annual general meeting (first sentence of the first paragraph).** "The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or at such other place in

Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday of the month of June each year at 11:30 a.m. (Luxembourg time).”

There being no further business before the meeting and no shareholder present or any other person wishes to speak, the chairman closed thereupon the Meeting at 3.15 CET.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, given names, civil status and residences, the members of the board of the Meeting signed together with Us the notary the present deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze,

le vingt-quatre mars.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-duché de Luxembourg,  
s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de «Pictet Institutional», une société anonyme luxembourgeoise sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé (SICAV-FIS) établie et ayant son siège social au 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131 642, constituée originellement sous la dénomination de «PAM Funds S.A., SICAV-SIF» suivant acte notarié dressé en date du 19 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2282 du 12 octobre 2007 (la «Société»).

Les statuts de la Société furent dernièrement modifiés suivant un acte notarié dressé en date du 17 octobre 2012, publié au Mémorial, numéro 2749 du 13 novembre 2012.

L'Assemblée est déclarée ouverte à 15.00 (CET), et est présidée par Madame Stéphanie KUCHLY, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Sarah SCHNEIDER, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Marie-Claude LANGE, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ayant été constitué, le président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent apparaissent sur la liste de présence, signée par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations dûment paraphées ne varientur par les parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Il apparaît de la liste de présence qu'un million huit cent dix-sept mille sept cent soixante-dix-sept virgule cinq neuf cinq trois (1'817'777,5953) actions d'un total de trois millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent douze virgule sept six deux six trois (3'799'412,76263) actions sont représentées à la présente Assemblée.

III. L'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

- Modification de la première phrase du premier alinéa de l'article 23 des statuts de la Société qui se lira comme suit:

**Art. 23. Assemblée générale annuelle.** «L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tient, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société ou tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième mardi du mois de juin de chaque année, à 11 heures 30 (heure de Luxembourg).»

IV. Une convocation reproduisant l'ordre du jour de la présente Assemblée a été envoyée par lettre recommandée à chacun des actionnaires nominatifs de la Société le 19 février 2014 et publiée dans les journaux «Tageblatt» et «Letzebuerger Journal», le 07 mars 2014 et dans le Mémorial, le 07 mars 2014.

V. Le président informe l'Assemblée qu'une première assemblée générale extraordinaire fut convoquée avec le même ordre du jour que celui indiqué ci-avant pour 14 février 2014 et que les conditions de quorum de présence pour voter sur les points de l'ordre du jour ne furent pas atteintes.

Conformément à l'article 67-1(2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'Assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider, quelle que soit la portion du capital représentée, sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-dessus reproduit.

Après avoir délibéré, l'Assemblée a adopté les résolutions suivantes à l'unanimité:

*Première résolution*

L'Assemblée DECIDE de changer la date actuelle de la tenue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société du deuxième mardi du mois d'avril de chaque année à 11.30 heures au troisième mardi du mois de juin de chaque année à 11.30.

*Deuxième résolution*

En conséquence directe de la résolution prise ci-avant, l'Assemblée DECIDE de modifier l'Article VINGT-TROIS (23) première phrase du premier alinéa des statuts de la Société, se rapportant à son assemblée générale annuelle, laquelle première phrase se lira désormais comme suit:

**Art. 23. Assemblée générale annuelle (première phrase du premier alinéa).** «L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tient, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société ou tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième mardi du mois de juin de chaque année, à 11 heures 30 (heure de Luxembourg).»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et aucun actionnaire présent ni aucune autre personne désirant prendre la parole, sur ce, le président lève la séance à 15.15 CET.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: S. KUCHLY, S. SCHNEIDER, M.C. LANGE, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 25 mars 2014. Relation: EAC/2014/4179. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014045999/134.

(140052894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Ralux Construction S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 56, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 180.147.

---

Je soussignée, Monsieur Artan GUZA, demeurant au au 85, Route de Trèves L - 2633 Senningerberg déclare par la présente que les 50% parts sociales de la société RALUX CONSTRUCTIONS S.à R.L ont été transférées en date du 20 mars 2014 de la manière suivante:

- Monsieur PLJAKIKJ Sadudin demeurant à Luxembourg, 33 Rue d'Anvers a cédé 50 parts sociales qu'il détenait dans la société RALUX CONSTRUCTIONS S.àR.L. à ROLLO Raffaele, entrepreneur, domicilié à 77, rue d'Europe L - 4390 Pontpierre.

Fait à Luxembourg, le 26 mars 2014.

GUZA ARTAN

Gérant administratif

Référence de publication: 2014048145/16.

(140054631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2014.

---

**Photo Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 4.139.840,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 180.130.

---

*Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 28 mars 2014*

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de nommer Szymon Bodjanski, né le 20 juillet 1977 in Gniezno, Pologne et résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, aux fonctions de gérant de la Société avec effet au 17 février 2014 et ce pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 31 mars 2014.

Référence de publication: 2014045998/14.

(140052969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Openwise Immo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 166.276.

*Extrait des décisions de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 26 mars 2014*

L'Assemblée a décidé:

- d'accepter la démission de Thomas PAILLARDON de ses fonctions d'administrateur de la Société.
- de nommer aux fonctions d'administrateur de la Société, Jean-Pierre HIGUET, avocat, né à Couvin (Belgique), le 23 novembre 1960, résidant professionnellement L-2330 Luxembourg, 128 boulevard de la Pétrusse jusqu'à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en l'année 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014048710/17.

(140055031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2014.

**High 50 IP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 185.650.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of March.

Before us Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

HIGH 50 HOLDINGS S.A., a public limited liability company under Luxembourg Law, having its registered office at 6A route de Trèves in L-2633 Senningerberg, RCS Luxembourg B 184841,

here represented by Ms Sylvie Lexa, company director, with professional address at 6A Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

**A. Purpose - Duration - Name - Registered office**

**Art. 1.** There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become partners in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

**Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the company is the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, know-how, domain names and websites (hereafter the "portfolio"). The Company may further hold, develop, manage and/or receive and grant licenses on such portfolio.

2.2 The Company may further borrow and/or lend funds, guarantee, grant any form of security for the performance of any obligations of the Company, or of any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of managers or any other officer or agent of the Company, or of any such entities, or otherwise assist any such entities.

2.3 The Company may further act as a manager or director with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or any other corporate structures which are, directly or indirectly, controlled by the Company or which are, directly or indirectly, under the control of the same shareholders of the Company.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

**Art. 3.** The Company is incorporated for an unlimited period.

**Art. 4.** The Company will assume the name of HIGH 50 IP S.à r.l.

**Art. 5.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its partners.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

### B. Share capital - Shares

**Art. 6.** The Company's share capital is set at twelve thousand British Pounds (GBP 12,500.-) represented by five hundred shares (500) shares with a par value of twenty-five British Pounds (GBP 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

**Art. 7.** The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 8.** The Company will recognize only one holder per share. The joint coowners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 9.** The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

**Art. 10.** The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

### C. Management

**Art. 11.** The Company is managed by one or several managers, who need not be partners. If several Managers have been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board of Managers").

The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration and the limited or unlimited duration of their mandate. The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

In case there is more than one Manager, the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to qualify the appointed Managers as Class A Managers and Class B Managers.

He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the Board of Managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose. The Manager, or as the case may be, the Board of Managers, may delegate his powers for specific purposes to one or several representatives.

Towards third parties, the Company is validly bound by the signature of the sole Manager or in the event of Board of Managers (i) by the joint signature of any two managers of the Company, or (ii) if the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed one or several Class A Managers and one or several Class B Managers, by the sole signature of one Class A Manager, or by the joint signatures of two Class B Managers, or (iii) by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Even after the term of their mandate, the Manager(s) shall not disclose Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

**Art. 12.** In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by any one manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, or in the absence of a chairman, the board of managers may appoint another manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be



required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers and in case the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has decided to qualify the appointed Managers as Class A Managers and Class B Managers, the board of managers can deliberate or act validly only if at least a Manager of Class A and a Manager of Class B are present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

**Art. 13.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers or in case the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has decided to qualify the appointed Managers as Class A Managers and Class B Managers by a Manager of Class A and a Manager of Class B jointly. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

**Art. 14.** The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

**Art. 15.** The manager(s) do(es) not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or fault or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 16.** The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

#### **D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners**

**Art. 17.** Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

**Art. 18.** Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 19.** In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

#### **E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits**

**Art. 20.** The Company's accounting year commences on the 1<sup>st</sup> January and ends on the 31<sup>st</sup> December.

**Art. 21.** Each year on the 31<sup>st</sup> of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 22.** Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

#### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 23.** In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

**Art. 24.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

#### *Subscription and payment*

The five hundred (500) shares have been subscribed by HIGH 50 HOLDINGS SA, prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand and five hundred British Pounds (GBP 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31<sup>st</sup> 2014.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

#### *Resolutions of the Sole Partner*

Then the sole partner, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be in L-2633 Senningerberg, 6A route de Trèves.
2. Is appointed as sole manager of the Company for an indefinite period:

ENSOF SERVICES S.à r.l., a private limited liability company under Luxembourg Law, having its registered office at 6A route de Trèves in L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Companies' Register under number B 184865.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the attorney in fact of the proxyholder of the person appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le dix-sept mars.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

HIGH 50 HOLDINGS S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, RCS Luxembourg B 184841,

ici représentée par Madame Sylvie Lexa, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 6A route de Trèves, à L-2633 Senningerberg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

#### **A. Objet - Durée - Dénomination - Siège**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée ci-après, «la Société», qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

## **Art. 2. Objet.**

2.1 L'objet de la société est l'acquisition par achat, enregistrement ou par toute autre manière ainsi que le transfert par vente, échange ou autrement de droits de propriété intellectuelle et industrielle, savoir-faire, noms de domaine et sites Internet (ci-après le «portefeuille»). La Société peut, en outre, détenir, développer, gérer ou recevoir et octroyer des licences sur ce portefeuille.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement les sociétés qu'elle contrôle, directement ou indirectement, ou qui sont sous le contrôle, directement ou indirectement, des mêmes associés qu'elle.

2.3 La Société peut également agir comme gérant ou administrateur, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés en commandite ou de toutes autres structures sociétaires similaires qu'elle contrôle, directement ou indirectement, ou qui sont sous le contrôle, directement ou indirectement, des mêmes associés qu'elle.

2.4 La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de HIGH 50 IP S.à r.l.

**Art. 5.** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

## **B. Capital social - Parts sociales**

**Art. 6.** Le capital de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500.-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Livres Sterling (GBP 25.-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 8.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 9.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

## **C. Gérance**

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés. Si plusieurs gérants sont nommés, les gérants constituent un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les gérants sont nommés par l'associé unique, ou le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée limitée ou illimitée de leur mandat. Les gérants sont nommés jusqu'à la nomination de leurs successeurs: ils peuvent être réélus au terme de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'associé unique, ou le cas échéant par une assemblée générale des associés.

Dans le cas d'une pluralité de gérants, l'associé unique ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de Classe A et des gérants de Classe B. Il (ils) peut (peuvent) être révoqués librement à tout moment par l'associé unique ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature du Gérant unique et dans le cas d'un Conseil de Gérance (i) par la signature conjointe de deux Gérants, ou (ii) dans le cas où l'associé unique, ou le cas échéant l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, par la seule signature d'un gérant de la Classe A ou par la signature conjointe de deux (2) gérants de la Classe B, ou (iii) par la signature du ou des mandataire(s) à qui pareil pouvoir de signature aura été délégué par le gérant unique ou le cas échéant par le conseil de gérance, dans les limites d'un tel pouvoir. Même après le terme de leur mandat, le (les) gérant (s) ont le devoir de ne pas divulguer d'information(s) sur la société qui pourrait nuire aux intérêts de la Société, à l'exception du cas où une telle divulgation d'information est requise par la loi.

**Art. 12.** Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité des gérants sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance et dans le cas où l'associé unique, ou le cas échéant l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Art. 13.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants ou dans le cas où l'associé unique, ou le cas échéant l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, par un gérant de Classe A et un gérant de Classe B conjointement. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

**Art. 14.** Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

**Art. 15.** Le ou les gérant(s) ne contract(ent), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemniserà tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence ou faute ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

**Art. 16.** Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le

dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

#### **D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés**

**Art. 17.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

**Art. 18.** Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 19.** Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### **E. Année sociale - Bilan - Répartition**

**Art. 20.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 21.** Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

**Art. 22.** Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

#### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 23.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

**Art. 24.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

#### *Souscription et libération*

HIGH 50 HOLDINGS S.A., pré-mentionnée, a souscrit les cinq cents (500) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500.-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2014.

#### *Frais*

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à EUR 1.200.-.

#### *Résolutions de l'associé unique*

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi à L-2633 Senningerberg, 6A route de Trèves.
2. Est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:

ENSOF SERVICES S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social est situé à L-2633 Senningerberg, 6A route de Trèves, en enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le no B184865.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de ladite partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. LEXA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 mars 2014. Relation: LAC/2014/13069. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 mars 2014.

Référence de publication: 2014045860/366.

(140052608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Keyser Söze S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1240 Luxembourg, 18, rue Charles Bernhoeft.

R.C.S. Luxembourg B 156.978.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014045901/9.

(140052841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**M. and J. CORPORATION S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 20.241.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour M. AND J. CORPORATION S.A.*

Société de Gestion de Patrimoine Familial

Référence de publication: 2014045951/12.

(140052594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Pool Top S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4510 Obercorn, 39A, route de Belvaux.

R.C.S. Luxembourg B 85.386.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour POOL TOP S.A.*

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014046016/12.

(140052818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Roccia S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 132.190.

*Rectificatif au dépôt n° L 120192527 effectué en date du 9 novembre 2012*

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014046033/11.

(140052507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

**Bregal-Birchill Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 57.794.

—  
EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises en date du 31 Mars 2014 par l'actionnaire unique de la Société:

- d'accepter la démission de Mr Michel de Groote avec effet au 1<sup>er</sup> Avril 2014;
- de nommer Monsieur Dimitri Maréchal, résidant professionnellement au 48 rue de Bragance, 1255 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> Avril 2014, son mandat arrivant à échéance lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2013;
- de nommer Madame Peggy Partigianone, résidant professionnellement au 48 rue de Bragance, 1255 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> Avril 2014, son mandat arrivant à échéance lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2013;

Référence de publication: 2014046948/16.

(140053694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2014.

---

**Lendico Mexico S.C.Sp., Société en Commandite spéciale.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.-P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 185.648.

—  
*Excerpts of the limited partnership agreement (the "partnership agreement") of Lendico Mexico S.C.Sp., a special limited partnership, executed on 26 march 2014*

**1) Partners who are jointly and severally liable.** CIS Internet Holding (GP), S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B177.025 (the "General Partner").

**2) Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.**

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: "Lendico Mexico S.C.Sp." (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through such domestic and foreign subsidiaries (e-commerce covering goods and services of different kinds) and the provision of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

**3) Designation of the manager and signatory powers.** The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the limited partnership agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

**4) Date on which the Partnership commences and the date on which it ends.** The Partnership commences as from 26 March 2014, for an indefinite term.

## Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge des Gesellschaftsvertrages (*limited partnership agreement*) (der "Gesellschaftsvertrag") der Lendico Mexico S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft Luxemburger Rechts (*special limited partnership*), Abgeschlossen am 26. März 2014

**1) Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften.** CIS Internet Holding (GP), S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (*société à responsabilité limitée*), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (*Registre de Commerce et des Sociétés*) unter der Nummer B 177.025 (die "Komplementärin").

### 2) Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

#### (i) Name

Die Gesellschaft heißt: "Lendico Mexico S.C.Sp." (die "Gesellschaft")

#### (ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch inländische und ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich ECommerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

#### (iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

#### (iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

**3) Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin.

Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (*dol*) und der groben Fahrlässigkeit (*négligence grave*) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

**4) Anfang und Enddatum der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird am 26. März 2014 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2014045910/78.

(140052446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---

### RBS Market Access, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 78.567.

Le Conseil d'Administration de la SICAV a décidé de transférer le siège social de la société du 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg au 11-13, boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg avec effet au 27 mars 2014.

Pour RBS MARKET ACCESS

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014046030/13.

(140052745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2014.

---